

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/11248
1er avril 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA FORCE D'URGENCE
DES NATIONS UNIES

(pour la période allant du 26 octobre 1973 au 1er avril 1974)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
I. CONSTITUTION ET COMPOSITION DE LA FORCE	3
A. Constitution de la FUNU	3
B. Composition	4
C. Fonctions et principes directeurs	4
II. DEPLOIEMENT ET LOGISTIQUE	6
A. Déploiement	6
B. Logement des membres de la Force	8
C. Appui logistique	9
III. ACTIVITES DE LA FORCE	10
A. Application du cessez-le-feu et de l'Accord relatif au dégagement	10
B. Négociations et accords	10
i) Dégagement	11
ii) Activités humanitaires et coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge	12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
iii) Echange de prisonniers de guerre et transfert de civils	12
iv) Convois de ravitaillement à destination des troupes égyptiennes sur la rive orientale du canal de Suez et de la ville de Suez	13
v) Recherche des corps des soldats tués	13
C. Coopération avec l'ONUST	14
IV. ASPECTS FINANCIERS	15
V. OBSERVATIONS	17
CARTE. DEPLOIEMENT DES CONTINGENTS DE LA FUNU AU 27 MARS 1974 A 12 HEURES TU	

INTRODUCTION

1. Le présent rapport, qui porte sur la période allant du 26 octobre 1973, date de la mise en place de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU), au 1er avril 1974, offre un résumé des faits intéressant la FUNU sur lesquels des renseignements ont été communiqués au Conseil de sécurité dans mes rapports intérimaires sur la Force (S/11056 et Add.1-14), ainsi qu'un compte rendu des événements qui ont eu lieu depuis mon dernier rapport intérimaire (S/11054/Add.14). On a voulu présenter au Conseil de sécurité un tableau complet des activités déployées par la FUNU conformément au mandat que lui a confié le Conseil par ses résolutions 340 (1973) et 341 (1973) des 25 et 27 octobre 1973.
2. Au cours de la période en question, la situation militaire, en ce qui concerne la zone placée sous la responsabilité de la FUNU, est passée d'un état d'affrontement militaire direct et actif à l'état actuel de dégagement des forces et de respect, à un degré appréciable, dans le secteur Egypte-Israël, des dispositions des résolutions 338 (1973), 339 (1973) et 340 (1973) du Conseil relatives au cessez-le-feu. Au cours de ce processus, les tâches dont s'est acquittée la FUNU en application de son mandat, tel qu'il a été approuvé par le Conseil, sont passées par trois phases principales : elle a d'abord eu pour rôle de s'interposer et d'exercer des fonctions d'observation entre les forces égyptiennes et israéliennes; elle a ensuite contrôlé le processus de séparation et de dégagement; à présent, elle occupe la zone de dégagement et inspecte les zones dans lesquelles les armements et les forces sont limités. Dans l'exécution de ces tâches, la FUNU a joué, en tant qu'instrument de maintien de la paix, un rôle indispensable.

I. CONSTITUTION ET COMPOSITION DE LA FORCE

A. Constitution de la FUNU

3. Dans mon premier rapport intérimaire du 28 octobre 1973 (S/11056), j'informais le Conseil que la Force d'urgence des Nations Unies, constituée en application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité, était devenue opérationnelle le soir du 26 octobre 1973, lorsque le général Ensio Siilasvuo a pris à titre de commandant par intérim, le commandement des premiers éléments de la Force. Les unités détachées de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour être transférées dans la zone opérationnelle de la FUNU se composaient de troupes autrichiennes, finlandaises et suédoises auxquelles ont été jointes, à partir du 30 octobre, des troupes irlandaises venues, elles aussi, de Chypre. De nouvelles troupes fournies par ces quatre pays sont venues par la suite renforcer ces éléments jusqu'à constituer un bataillon. Depuis lors et à divers intervalles, six contingents supplémentaires, à savoir, par ordre d'arrivée, ceux du Pérou, de Panama, du Ghana, de l'Indonésie, du Sénégal et du Népal, ainsi que les éléments canadien et polonais d'appui logistique, sont arrivés dans la zone où la Force exerce sa mission. En ce qui concerne la participation du Kenya à la Force, des consultations sont toujours en cours avec le gouvernement de ce pays. Les contingents susmentionnés ont été choisis en consultation avec le Conseil de sécurité.

/...

B. Composition

4. Au 1er avril 1974, les effectifs de la Force d'urgence, y compris le personnel des quartiers généraux de la FUNU et des brigades, étaient les suivants :

Autriche	613
Canada	1 074
Finlande	602
Ghana	508
Indonésie	551
Irlande	266
Népal	571
Panama	406
Pérou	352
Pologne	824
Sénégal	399
Suède	622
Total	<u>6 788</u>

C. Fonctions et principes directeurs

5. Les fonctions de la Force d'urgence sont exposées dans le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 340 (1973) du Conseil de sécurité (S/11052/Rev.1), que le Conseil a approuvé aux termes de sa résolution 341 (1973). Conformément à son mandat, la Force est chargée de surveiller l'application du paragraphe 1 de la résolution 340 (1973), en vertu duquel le Conseil de sécurité a exigé qu'un cessez-le-feu immédiat et complet soit observé et que les parties reviennent sur leurs positions du 22 octobre 1973; elle doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir une reprise des combats et coopérer avec les activités humanitaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la région. Dans l'accomplissement de ses tâches, la Force doit recevoir l'entière coopération des observateurs militaires de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

6. Les conditions essentielles qui doivent être réunies pour que la Force puisse être efficace et les principes directeurs régissant sa constitution et son fonctionnement sont définis dans le rapport susmentionné (S/11052/Rev.1, par. 3 et 4).

7. Des tâches précises et compatibles avec son mandat ont été confiées à la FUNU en vertu de l'Accord concernant l'application des résolutions 338 (1973) et 339 (1973) du Conseil de sécurité que les parties ont conclu le 11 novembre 1973 (S/11056/Add.3, Annexe), et de l'Accord sur le dégagement des forces en conséquence de la Conférence de la paix de Genève (S/11198 et Add.1) conclu entre l'Égypte et Israël. La Force s'acquitte actuellement de ses tâches et effectue des inspections dans les zones déterminées dans l'Accord égypto-israélien.

8. Des discussions ont eu lieu entre la FUNU et de hauts fonctionnaires des Gouvernements égyptien et israélien respectivement, à propos de la négociation d'accords sur le statut de la Force. Ces discussions se poursuivent, en vue de la conclusion d'accords qui s'inspireront des principes de la Charte et de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies ainsi que de l'expérience acquise précédemment par les Nations Unies dans ses opérations de maintien de la paix, afin que la Force fonctionne de façon indépendante conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Il est à espérer que ces négociations aboutiront sous peu.

9. Le Commandant de la Force continue d'avoir, séparément, des réunions à un niveau élevé avec des représentants militaires d'Egypte et d'Israël, portant sur l'exercice du mandat de la Force et sur les inspections effectuées par la FUNU dans les zones dans lesquelles les armements et les forces sont limités. Etant donné que le maintien d'une coopération totale avec les parties est une condition essentielle à l'accomplissement des tâches de la Force (S/11052/Rev.1, par. 3), la FUNU entretient des contacts étroits avec les officiers de liaison d'Egypte et d'Israël.

10. Un des problèmes en suspens provient du fait que des restrictions sont imposées à la liberté de mouvement des membres de certains contingents. J'ai pour ma part toujours posé en principe que la FUNU doit fonctionner en tant qu'"unité militaire intégrée et efficace", que ses contingents servent sur un pied d'égalité sous les ordres du Commandant de la Force, et qu'il ne saurait être fait de distinction entre ces contingents pour ce qui est de leur statut au regard des Nations Unies. La question est en cours d'examen.

Discipline

11. La discipline, la compréhension et la conduite des soldats de la Force d'urgence des Nations Unies sont excellentes et font honneur aux soldats et à leurs commandants, ainsi qu'aux pays qui ont fourni des contingents à la Force.

Pertes humaines

12. Au cours des cinq premiers mois d'opérations, la FUNU a eu 4 morts et 15 blessés du fait d'explosions de mines et autres engins explosifs. Un autre militaire a été tué dans un accident alors qu'il conduisait un des véhicules du convoi d'approvisionnement à destination de la ville de Suez. Un membre de la Force a été tué dans un accident de la route et deux autres sont morts d'autres causes.

II. DEPLOIEMENT ET LOGISTIQUE

A. Déploiement

13. Au cours de ces cinq premiers mois, le déploiement de la Force a été modifié à maintes reprises. Comme il a été indiqué ci-dessus, à une phase initiale où le rôle de la Force était de s'interposer entre les forces armées égyptiennes et israéliennes dans les zones d'affrontement direct, en a succédé une autre où la Force a occupé, pendant le processus de dégagement, une succession de zones tampons. Les détails concrets du déploiement initial et de l'occupation des zones en question ont été mentionnés dans les rapports intérimaires au Conseil de sécurité dans la série S/11056/...

14. Dans mon dernier rapport intérimaire (S/11056/Add.14, par. 5 à 7), j'indiquais que le Commandant de la Force avait l'intention de déployer trois bataillons supplémentaires - les bataillons autrichien, ghanéen et panaméen - dans la zone de dégagement actuelle de la FUNU, portant ainsi à neuf le nombre de bataillons déployés dans cette zone. Ce redéploiement a commencé le 18 mars et s'est achevé le 24 mars 1974. La zone de déploiement actuelle de la FUNU s'étend entre les lignes égyptiennes et israéliennes, définies au paragraphe B.2 de l'Accord israélo-égyptien sur le dégagement des forces du 18 janvier 1974, telles qu'elles sont indiquées sur la carte annexée à l'Accord (S/11198/Add.1).

15. Voici quel est du nord au sud l'emplacement des différents bataillons de la FUNU dans la zone de dégagement (voir la carte en annexe).

- a) Bataillon irlandais : campement de base dans la zone de Rabah. Il occupe un poste de commandement avancé, une position de réserve et cinq avant-postes dans la zone de la FUNU dans un secteur qui va de la mer Méditerranée à la route d'El-Kantara à Baluza.
- b) Bataillon panaméen : campement de base dans la zone de Rabah. Il occupe un poste de commandement avancé, une position de réserve et six avant-postes dans la zone de dégagement entre la limite sud du secteur irlandais jusqu'à une ligne située à mi-chemin entre El-Kantara et Ismaïlia.
- c) Bataillon péruvien : campement de base dans la zone de Rabah. Il occupe un poste de commandement avancé et cinq avant-postes dans la zone de dégagement entre la limite sud du secteur panaméen jusqu'à une ligne située directement à l'est d'Ismaïlia.
- d) Bataillon suédois : campement de base à Ismaïlia. Il occupe un poste de commandement avancé et onze avant-postes dans la zone de dégagement dans un secteur allant de la limite sud du secteur péruvien à une ligne située à 5 km au sud et parallèle à la route Deversoir-El Tasa.

/...

- e) Bataillon indonésien : campement de base à Ismaïlia. Il occupe un poste de commandement avancé et huit avant-postes dans la zone de dégagement dans un secteur qui va de la limite sud du bataillon suédois à une ligne située à l'est de la partie médiane du Grand Lac Amer.
- f) Bataillon ghanéen : campement de base à Fayid-Fanara. Il occupe un poste de commandement avancé et six avant-postes dans la zone de dégagement entre la limite sud du bataillon indonésien et une ligne située à l'est de l'extrémité sud du Grand Lac Amer.
- g) Bataillon autrichien : campement de base à Suez. Il occupe un poste de commandement avancé et six avant-postes dans la zone de dégagement entre la limite sud du secteur ghanéen et une ligne située directement à l'est de l'extrémité sud du Petit Lac Amer.
- h) Bataillon sénégalais : campement de base à Suez. Il occupe un poste de commandement avancé, une position de réserve et sept avant-postes dans la zone de dégagement entre la limite sud du secteur ghanéen et une ligne située directement à l'est de Suez.
- i) Bataillon finlandais : campement de base à Suez : il occupe un poste de commandement avancé, une position de réserve et onze avant-postes entre la limite sud du secteur sénégalais et le golfe de Suez.
- j) Bataillon népalais : ce bataillon a sa base au Caire; il est en train de recevoir les véhicules et le matériel de communication qui lui sont assignés et d'effectuer un programme d'entraînement, tout en servant d'unité de réserve à la Force.

16. Les éléments canadien et polonais d'appui logistique continuent à partir de leur campement de base du Caire de fournir à la Force les services logistiques de génie, de transport et de communications nécessaires.

17. L'effectif total des neuf bataillons affectés à la zone de dégagement de la FUNU est approximativement de 4 000 officiers et autres grades, dont les uns se trouvent dans les postes de commandement et positions armées situés dans la zone, et les autres dans les campements de base où, conformément à la pratique militaire normale, ils sont affectés à des fonctions locales de réserve et se chargent selon que de besoin des tâches régimentaires, des travaux de construction et des services nécessités par le roulement des effectifs. Outre que la zone est constamment patrouillée, les positions armées sont occupées vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Du fait de la nature du terrain - région désertique sans localités habitées ni routes nord-sud - il n'aurait pas été pratique d'établir et de maintenir des campements de base dans la zone de dégagement elle-même. La pénurie de tentes et d'équipement, ainsi que la présence de champs de mines non déblayés, ont également fait obstacle au déploiement des troupes de la FUNU.

18. En attendant d'être transféré à Ismaïlia, ainsi qu'il est prévu, le quartier général de la FUNU demeure au Caire. Le poste de commandement de la brigade nord se trouve à Rabah et celui de la brigade sud à Suez. Un bureau de liaison est installé dans les locaux du quartier général de l'ONUST à Government House (Jérusalem).

B. Logement des membres de la Force

19. Les campements de base des bataillons de la FUNU ont été établis aussi près que possible de la zone de dégagement dans les régions de Rabah, d'Ismaïlia, de Fayid et de Suez. A cet égard, les dispositions sont actuellement les suivantes :

- a) Le poste de commandement de la brigade nord et les campements de base irlandais, panaméen et péruvien se sont installés sous tente dans la région de Rabah.
- b) Les campements de base suédois et indonésiens sont cantonnés dans des immeubles d'Ismaïlia.
- c) Le campement de base ghanéen est cantonné dans un ancien camp militaire sur la rive occidentale du Grand Lac Amer à Fayid-Fanara.
- d) Les campements de base autrichien, sénégalais et finlandais ainsi que le poste de commandement de la brigade sud, sont cantonnés dans des immeubles à Suez.
- e) Le bataillon népalais et les éléments d'appui logistique polonais et canadien sont installés au camp Shams, au Caire, principalement sous tente.

20. La Force s'est trouvée et se trouve toujours confrontée à de graves problèmes de logement auxquels on a partiellement remédié en installant certains campements de base dans des immeubles appartenant aux Egyptiens et mis à la disposition de la Force par les autorités égyptiennes, à différents stades des opérations.

21. L'une des solutions à long terme au problème du logement est d'installer tous les campements de base des bataillons de la FUNU dans des camps militaires, mais, il n'a pas encore été mis à la disposition de la Force d'emplacements adéquats pour établir ces campements et, en tout état de cause, la rénovation, la reconstruction et l'utilisation de ces installations nécessiteraient des engagements financiers considérables. Entre-temps, on compte que les autorités intéressées continueront d'accorder leur coopération à la FUNU et de faire preuve de compréhension pour l'aider à résoudre ce problème et que la Force se verra offrir des installations adéquates lorsque les immeubles actuellement occupés par des campements de base seront évacués, si une telle évacuation est décidée.

22. La base d'appui logistique de la Force, située actuellement au camp Shams, au Caire, loge les éléments d'appui logistique canadien et polonais, ainsi que le bataillon népalais. Cette base sera prochainement transférée au camp Alagla, à Ismaïlia, qui a été ouvert à la FUNU par les autorités égyptiennes. Ce transfert facilitera l'appui logistique de la Force en ce sens que la distance par rapport à la zone de dégagement des Nations Unies sera réduite. Néanmoins, d'importants travaux devront être exécutés avant que le camp puisse être utilisé pleinement.

Il faudrait également trouver très bientôt de nouvelles installations pour le bataillon et le campement de base népalais.

23. Les services médicaux polonais, qui ne sont pas encore pleinement opérationnels du fait du manque de locaux, seront installés dans les immeubles actuellement occupés par le bataillon indonésien à Ismaïlia. Cela signifie qu'il faudra également trouver de nouveaux logements pour le campement de base indonésien.

24. Ainsi qu'on l'a noté ci-dessus, on prévoit de transférer le quartier général de la Force du Caire à Ismaïlia aussitôt que faire se pourra. Il sera installé dans les immeubles actuellement occupés par le campement de base du bataillon suédois, qui devra alors être cantonné ailleurs.

25. Les plans concernant le logement et les dispositions budgétaires relatives à la Force ont été établis en partant, comme d'ordinaire, de l'hypothèse que les Gouvernements israélien et égyptien coopéreraient pleinement avec la Force en mettant à sa disposition les installations nécessaires pour les postes de commandement et les sites pour les camps.

C. Appui logistique

26. La répartition des tâches de logistique entre les contingents canadien et polonais a fait l'objet d'un mémorandum d'accord rédigé à la suite de discussions approfondies entre le Secrétariat et les délégations intéressées (S/11056/Add.6, annexe). Sur la base de ce mémorandum, les éléments d'appui logistique de la Force ont mené les activités exposées ci-après.

27. L'élément d'appui logistique canadien est organisé en trois unités indépendantes - une unité des transmissions, une unité des services et une unité de transport aérien - placées sous le contrôle opérationnel du quartier général de la Force. L'unité des transmissions assure les communications de la Force et dispose d'un détachement stationné en permanence dans chaque camp de base de bataillon. Les communications sont assurées par télex, à la voix, au moyen de lignes téléphoniques terrestres et de standards, et par un service d'estafettes. L'unité des services s'occupe de tous les aspects de l'approvisionnement de la Force et assure l'entretien des véhicules et du matériel, le contrôle des déplacements et le service postal. L'unité de transport aérien fournit l'appui dont la Force a besoin en matière de transports aériens.

28. L'élément d'appui logistique polonais dispose d'une compagnie de transport qui assure les transports dont la Force a besoin et opère à partir de la base d'appui logistique du Caire. Elle dessert tous les bataillons déployés dans la zone de dégagement. La compagnie du génie effectue de nombreux travaux, y compris en ce qui concerne le déminage, le désarmage des explosifs, les travaux de construction et le contrôle des travaux effectués dans les locaux de la Force et dans les installations de purification d'eau dont celle-ci dispose pour assurer l'approvisionnement en eau potable de ses troupes, notamment celles qui sont stationnées dans la zone de dégagement. Comme il est indiqué plus haut, le service médical polonais sera installé à Ismaïlia; entre-temps, il fournit une assistance médicale et effectue des analyses de laboratoire pour la Force.

/...

III. ACTIVITES DE LA FORCE

A. Application du cessez-le-feu et de l'Accord relatif au dégagement

29. Les rapports du Secrétaire général sur la situation en ce qui concerne l'application du cessez-le-feu dans la zone contrôlée par la Force, établis sur la base des rapports reçus des unités de la Force et des observateurs militaires de l'ONUST, ont été distribués sous la cote S/11057/Add. Depuis le moment où l'Accord relatif au dégagement des forces est entré en application sous le contrôle de la Force le 25 janvier 1974, la situation militaire est demeurée calme.

30. L'inspection des zones dans lesquelles les armements et les forces sont limités, conformément aux dispositions de l'Accord égypto-israélien relatif au dégagement des forces (S/11198), continue d'être assurée chaque semaine par la Force, avec l'assistance d'observateurs militaires de l'ONUST et la participation, respectivement dans chaque zone, d'officiers de liaison égyptiens et israéliens. Conformément aux termes de l'Accord, les conclusions des inspections ne sont communiquées qu'aux parties en cause. Le Commandant de la Force prête son concours et ses bons offices lorsque l'une des parties soulève des questions concernant le respect des dispositions relatives à la limitation des armements et des forces dont il a été convenu.

B. Négociations et accords

31. Le Commandant de la Force et ses collaborateurs ont joué un rôle actif, dans le cadre du mandat de la Force, lors des réunions et négociations, ainsi qu'en ce qui concerne l'application des accords conclus par les parties au sujet de questions concernant le cessez-le-feu, le dégagement des forces et les problèmes humanitaires.

32. La première rencontre entre représentants militaires égyptiens et israéliens en présence d'officiers de la Force s'est tenue sur la route Le Caire-Suez, au kilomètre 109, le 27 octobre 1973. Par la suite, quatre rencontres ont eu lieu à cet endroit, le 29 octobre, le 30 octobre, le 1er novembre et le 3 novembre. Les échanges de vues ont porté sur des questions concernant l'application du cessez-le-feu, le retour aux positions occupées le 22 octobre 1973, le dégagement réciproque éventuel et la création de zones tampons occupées par la Force, ainsi que sur des questions humanitaires (S/11056, par. 13, et S/11056/Add.2, par. 16).

33. Ces questions ont été examinées ultérieurement lors des rencontres organisées au kilomètre 101 sur la route Le Caire-Suez, ainsi que dans le cadre de la Conférence de Genève sur la paix au Moyen-Orient, comme il est indiqué ci-après.

i) Dégagement

34. Le 9 novembre 1973, le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique m'a remis une lettre transmettant un message du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (S/11091). Ce message contenait le texte d'un accord que les Gouvernements égyptien et israélien étaient disposés à accepter pour donner effet aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 338 (1973) et du paragraphe 1 de la résolution 339 (1973) du Conseil de sécurité.

35. J'ai prié le Commandant de la Force d'offrir ses bons offices, et le général Siilasvuo est entré en contact avec les deux parties, qui ont accepté de se réunir sous ses auspices le 11 novembre, au kilomètre 101 sur la route Le Caire-Suez. L'Accord a été signé à cette date, et les parties ont immédiatement entamé l'examen des modalités de son application sous les auspices du Commandant de la Force. Le 14 novembre, les deux parties sont parvenues à un accord sur l'application des paragraphes C, D, E et F de l'Accord du 11 novembre; le Commandant de la Force a établi un résumé des termes de l'Accord (S/11056/Add.5), et la mise en oeuvre a commencé immédiatement. L'Accord prévoyait notamment le retrait des postes de contrôle israéliens situés sur la route Le Caire-Suez et leur remplacement par des postes de contrôle de l'ONU.

36. Tout au long du mois de novembre 1973, la mise en application du paragraphe B de l'Accord a fait l'objet, au kilomètre 101, d'entretiens au cours desquels les parties ont échangé des propositions sur divers plans de dégagement.

37. La question a été reprise ultérieurement par le Groupe de travail militaire, créé dans le cadre de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, tenue à Genève sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'il avait été prévu dans la résolution 344 (1973) du Conseil de sécurité (voir le rapport du Secrétaire général du 24 décembre 1973 publié sous la cote S/11169). Le Commandant de la Force a rempli les fonctions de Président du Groupe de travail militaire, qui a tenu six réunions à Genève, les 26 et 28 décembre 1973 et les 2, 4, 7 et 9 janvier 1974. Ces réunions ont été l'occasion d'entretiens préparatoires au cours desquels on a examiné de façon détaillée et dans un esprit de sincérité les diverses solutions possibles.

38. Des négociations ont ensuite eu lieu à d'autres niveaux dans la région, Après que ces négociations ont abouti, le 18 janvier 1974, lors d'une réunion tenue au kilomètre 101, les chefs d'état-major des forces armées égyptiennes et des forces de défense israéliennes ont signé un accord sur le dégagement des forces en conséquence de la Conférence de la paix de Genève, Accord qui a également été signé par le Commandant de la Force, en qualité de témoin (S/11198). Au cours du mois de janvier, d'autres réunions ont été tenues au kilomètre 101 sous la présidence du Commandant de la Force, en vue de mettre au point les modalités d'application de l'Accord sur le dégagement des forces.

39. A la dernière réunion, tenue le 24 janvier, les parties ont convenu d'un plan d'application de l'Accord sur le dégagement des forces en plusieurs phases. Elles ont également convenu d'un calendrier de redéploiement qui serait appliqué au cours de chaque phase par les parties en cause et par la FUNU. Le processus de dégagement des forces a commencé le 25 janvier (S/11056/Add.9).

/...

40. L'opération de dégagement s'est déroulée sans heurts et s'est terminée, comme prévu, le 5 mars (S/11056/Add.13).

41. Aux termes de l'Accord sur le dégagement des forces du 18 janvier 1974, les forces militaires égyptiennes et israéliennes devaient se séparer et se redéployer respectivement à l'ouest de la ligne A et à l'est de la ligne B, ainsi qu'il est montré sur la carte jointe à l'Accord (S/11198/Add.1).

42. Tout au long de la ligne B, le levé topographique et le balisage ont été effectués par les observateurs militaires de l'ONUST, sous la supervision de la FUNU, avec l'assistance d'ingénieurs topographes israéliens. Cette tâche a été terminée le 2 février 1974 (S/11056/Add.10). Le levé et le balisage de la ligne A par les observateurs militaires de l'ONUST, sous la supervision de la FUNU, et avec l'assistance d'ingénieurs topographes militaires égyptiens ont été achevés le 30 mars 1974. La ligne A et la ligne B sont marquées avec les barils peints en noir et portant en blanc les initiales de l'ONU.

ii) Activités humanitaires et coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge

43. Aux termes de son mandat [S/11052/Add.1, par. 2 b)], la Force est tenue de coopérer avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans les efforts humanitaires qu'il déploie dans la région. En conséquence, la Force a établi des rapports étroits avec les représentants du CICR et a prêté son concours lors des négociations qui ont eu lieu entre les parties au sujet de questions humanitaires.

44. Comme il est indiqué ci-après, la Force a également joué un rôle déterminant, en coopération, le cas échéant, avec la Croix-Rouge, en ce qui concerne l'échange des prisonniers de guerre et le transfert des civils, l'organisation de convois pour ravitailler la ville de Suez et les troupes égyptiennes stationnées sur la rive orientale du canal de Suez, et les dispositions concernant l'enlèvement des corps des soldats tués pendant la guerre d'octobre.

iii) Echange de prisonniers de guerre et transfert de civils

45. L'échange des prisonniers de guerre, notamment des blessés, entrait dans le cadre de l'accord concernant l'application des résolutions 338 (1973) et 339 (1973) du Conseil de sécurité, accord signé par les représentants militaires de l'Egypte et d'Israël le 11 novembre 1973 (S/11056/Add.3, annexe). Les modalités d'application de cet accord ont été arrêtées par les parties au cours de réunions organisées sous les auspices du Commandant de la Force. L'échange des prisonniers de guerre, qui comprenait également l'évacuation des blessés de la ville de Suez, a commencé le 15 novembre 1973 avec l'assistance du CICR qui a fourni des avions à cette fin. Le rapatriement des prisonniers de guerre a été achevé le 22 novembre 1973.

46. Quinze prisonniers capturés après cette date ont été remis par les autorités israéliennes aux autorités égyptiennes le 14 février en présence d'officiers de la FUNU et de représentants du CICR. Le 25 février, 56 autres prisonniers ont été rapatriés d'Israël en Egypte.

47. Des représentants du CICR et des officiers de la FUNU ont assisté le 4 mars 1974, dans la zone de dégagement, au transfert de 65 civils d'Israël en Egypte ainsi qu'au retour de deux civils d'Egypte en Israël. Le même jour, 200 étudiants ont quitté le territoire occupé par Israël pour regagner l'Egypte.

iv) Convois de ravitaillement à destination des troupes égyptiennes sur la rive orientale du canal de Suez et de la ville de Suez

48. Lors de la première réunion tenue le 27 octobre 1973 au kilomètre 109 sur la route Le Caire-Suez, entre des représentants militaires de l'Egypte et d'Israël et en présence d'officiers de la FUNU, un accord a été conclu au sujet de l'acheminement de ravitaillement à destination des troupes égyptiennes stationnées sur la rive orientale du canal de Suez. En application de cet accord, la FUNU a organisé des convois de ravitaillement au moyen de camions mis à sa disposition par les autorités égyptiennes. Le 28 octobre, les premiers véhicules d'un convoi de 125 camions ont fait route à partir du kilomètre 101 sur la route Le Caire-Suez pour atteindre, en empruntant le territoire occupé par Israël, un point situé sur la rive occidentale du canal de Suez où ils ont été déchargés. Des membres des forces de défense israéliennes ont vérifié le contenu au point de déchargement sous la supervision de la FUNU et de la Croix-Rouge. Des militaires égyptiens ont traversé le canal de Suez à partir de la rive orientale et ont chargé le ravitaillement dans des véhicules amphibies pour l'acheminer sur la rive orientale du canal où du personnel de la FUNU était également stationné pour superviser l'opération de déchargement.

49. Les parties ont convenu le 28 octobre 1973 de l'organisation d'un convoi supplémentaire de 50 camions de ravitaillement qui, en suivant la même procédure, a commencé à franchir le canal le 7 novembre.

50. Conformément aux dispositions des paragraphes C et D de l'Accord du 11 novembre 1973 (S/11056/Add.3), la ville de Suez devait être approvisionnée quotidiennement en vivres, en eau et en médicaments, et le mouvement d'approvisionnements non militaires vers la rive orientale du canal devait se faire sans entrave. Avec l'accord des parties, des convois ont été acheminés à intervalles réguliers à partir du 15 novembre, sous la responsabilité de la FUNU et avec des chauffeurs de la FUNU, tant à destination de la ville de Suez qu'à celle de la rive orientale. A la demande du Secrétaire général, les Gouvernements autrichien, finlandais et suédois ont fourni du personnel militaire supplémentaire pour conduire ces camions de ravitaillement. Avec le début des opérations de dégagement des forces, ces convois de ravitaillement ont cessé d'être organisés le 26 janvier 1974.

v) Recherche des corps des soldats tués

51. Une réunion entre des représentants israéliens et égyptiens a eu lieu au kilomètre 101, le 27 janvier 1974, en présence d'un représentant de la FUNU, afin de coordonner les opérations de recherche des corps des soldats tués pendant les hostilités dans la zone du canal de Suez (Opération Omega). Les parties et le CICR ont demandé le concours de la FUNU pour l'exécution de ces opérations.

52. Il a été convenu que des équipes composées de représentants égyptiens et israéliens, ainsi que d'un officier de la FUNU ou d'un observateur militaire de l'ONUST procéderaient, à partir du 29 janvier, à des recherches sur la rive orientale du canal en territoire égyptien et dans les secteurs contrôlés par Israël. Les corps seraient également exhumés des cimetières en présence de représentants du CICR qui prendraient les dispositions nécessaires pour les remettre à qui de droit.

53. Afin d'accélérer l'opération, et avec l'accord des parties, des équipes de chiens spécialement dressés ont été utilisées avec succès par la FUNU depuis le 18 février. Ces opérations, qui auraient dû être achevées le 5 mars, ont été prolongées, par accord entre les parties, jusqu'au 31 mars. Les corps retrouvés ont été remis aux autorités nationales respectives.

C. Coopération avec l'ONUST

54. Ainsi qu'il est prévu dans son mandat, la FUNU a bénéficié de la coopération des observateurs militaires de l'ONUST pour l'exécution, sous la direction opérationnelle et la supervision de la FUNU, de certaines des tâches qui lui avaient été confiées.

55. L'état-major provisoire de la FUNU, établi par le Commandant par intérim de la Force le 26 octobre 1973, se composait d'observateurs militaires de l'ONUST. En vérité, le fait d'avoir pu disposer des services de ces officiers a été l'un des facteurs essentiels du succès remporté par la FUNU au cours de ses premières semaines d'opération. Jusqu'au début du processus de dégagement des forces, les observateurs militaires de l'ONUST ont patrouillé le long des lignes de cessez-le-feu dans le secteur Egypte-Israël. Les rapports des observateurs militaires de l'ONUST ont été joints aux observations des unités militaires de la FUNU elle-même dans les rapports du Secrétaire général sur l'application du cessez-le-feu (série S/11057/Add. ...).

56. Au cours du processus de dégagement, les observateurs militaires de l'ONUST ont été chargés d'inspecter le redéploiement des forces.

57. Lorsque la zone de dégagement de la FUNU a été établie, le Commandant de la Force a chargé les observateurs militaires de l'ONUST d'inspecter périodiquement les zones assujetties à des limitations en ce qui concerne les armements et les forces, sous la direction des commandants de brigade de la FUNU.

58. En outre, les observateurs militaires de l'ONUST ont participé activement à la recherche des dépouilles mortelles des soldats tués au cours des hostilités dans la région ainsi qu'au balisage des lignes de dégagement des forces. Dans l'exécution de ces tâches, les observateurs militaires de l'ONUST agissaient sous les ordres du Commandant de la FUNU.

59. Par leur expérience, les observateurs militaires de l'ONUST ont apporté une contribution précieuse à la FUNU. Conformément au mandat de la Force /S/11052/Rev.1, par. 2 c)/ et en coopération étroite avec le chef d'état-major de l'ONUST, la FUNU continuera d'utiliser, selon que de besoin, les services de ces officiers dans l'accomplissement de ses tâches.

IV. ASPECTS FINANCIERS

60. Par sa résolution 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973, l'Assemblée générale, en se fondant sur les prévisions de dépenses initiales très approximatives que le Secrétaire général lui avait présentées, a ouvert un crédit de 30 millions de dollars pour la période initiale des opérations de la FUNU. Depuis lors, il a fallu faire face à un certain nombre de dépenses imprévues du fait, par exemple, qu'un certain nombre de gouvernements fournissant des troupes n'ont pu fournir à leurs contingents les approvisionnements et le matériel requis, que l'Organisation des Nations Unies a donc dû acheter, du fait que des éléments importants de l'appui logistique (sauf en ce qui concerne le transport initial des troupes) n'ont pas été fournis gratuitement à l'Organisation des Nations Unies, comme on avait présumé qu'ils le seraient lors de l'établissement des prévisions de dépenses, et du fait qu'en raison du processus de désengagement, il a fallu réinstaller ailleurs le quartier général de la Force. D'autres dépenses, comme celles qui concernent les rations et les indemnités, ont été un peu plus élevées qu'on ne l'avait prévu. Il y a eu aussi des hausses de prix de produits tels que "les essences". Par contre, le rythme auquel la Force a été graduellement constituée a permis de faire sur les dépenses des économies plus importantes que prévu. L'issue des consultations actuellement en cours sur les coûts standard et sur un plafond à prévoir pour les sommes à rembourser aura, d'autre part, une incidence sur le coût de la Force. Les comptes de l'Organisation relatifs à la FUNU, qui sont établis d'après les informations que l'Organisation doit recevoir du quartier général de la Force et des gouvernements, accusent inévitablement un décalage par rapport aux dépenses effectives. Je devrais disposer d'informations plus exactes et plus détaillées sur les dépenses de la Force pour la première période de six mois, ainsi que sur les dépenses à prévoir après le 24 avril 1974, pour les soumettre à l'Assemblée générale (à sa vingt-neuvième session) qui sera alors en mesure d'examiner quels sont les ajustements et changements qui sont nécessaires.

61. En ce qui concerne l'étude des coûts standard et du plafond, j'ai bon espoir que les consultations que je poursuis actuellement avec tous les gouvernements intéressés permettront de trouver une solution convenue et satisfaisante à ce problème difficile et délicat. Tout accord auquel nous aboutirons sera, évidemment, soumis à l'Assemblée générale, pour examen et approbation, comme l'Assemblée l'a demandé à sa vingt-huitième session.

62. Si tous les problèmes de liquidités que pose la FUNU ne sont pas encore entièrement résolus, le pouvoir que l'Assemblée générale m'a conféré en matière financière par sa résolution 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 me permettra de poursuivre l'opération, si le Conseil de sécurité proroge le mandat de la Force. Divers aspects du financement de la Force, y compris certains de ceux que j'ai évoqués plus haut dans le présent rapport, devront évidemment être examinés par l'Assemblée générale, qui devra prendre les mesures supplémentaires nécessaires. En ce qui concerne le coût mensuel de la Force, estimé à 5 millions de dollars, pour la période de six mois qui commencerait le 24 avril 1974, une légère

augmentation de ce montant paraît inévitable dans les circonstances actuelles. Cette augmentation, si elle se produit, serait due à de nouvelles dépenses, comme celles qu'entraînera le roulement indispensable des contingents, à des dépenses non prévues que l'Organisation devra faire pour se procurer du matériel logistique lourd et à l'augmentation continue du prix de produits tels que "les essences" et des produits qui entrent dans les rations. Beaucoup dépendra de la volonté que manifesteront les Etats Membres de continuer à fournir des services gratuitement comme ils l'ont fait pour certains articles pendant la période initiale.

63. En ce qui concerne la situation financière actuelle, je tiens à signaler qu'à la fin de mars 1974 trente-huit Etats Membres avaient effectué des paiements d'un montant total de 19,5 millions de dollars au titre des contributions dues par eux et qu'une contribution volontaire (en espèces) de 0,3 million de dollars avait, en outre, été versée par le Gouvernement japonais. De plus, un certain nombre d'Etats Membres ont mis gratuitement des moyens de transport à la disposition de l'Organisation pour acheminer des contingents et du matériel dans la région de la mission. Les dépenses qu'ils ont couvertes sont estimées à un total d'environ 15 millions de dollars. Comme le Conseil le sait, j'ai calculé les prévisions de dépenses initiales de la FUNU en presumant que le transport initial des troupes serait assuré gratuitement.

V. OBSERVATIONS

64. L'établissement de la Force d'urgence des Nations Unies par le Conseil de sécurité au plus fort de la crise du Moyen-Orient, en octobre 1973, est un fait qui marquera dans les annales de l'Organisation des Nations Unies.

65. Moins de 30 heures après la décision du Conseil de sécurité, les premiers éléments de la FUNU arrivaient dans la zone de la mission. Leur arrivée, et les mesures immédiates prises par eux, ont permis de désamorcer une situation extrêmement explosive qui, autrement, aurait pu avoir des conséquences majeures pour la paix mondiale.

66. Le contraste entre la situation extrêmement tendue et violente qui existait en octobre 1973 et le calme régnant actuellement dans le secteur Egypte-Israël est une preuve manifeste de l'efficacité avec laquelle la Force d'urgence a pu assurer l'application des accords intervenus sur le plan diplomatique. L'efficacité et l'utilité de son rôle, la Force en a fourni la preuve non seulement dans l'exercice de ses fonctions normales de maintien de la paix, mais aussi en collaborant avec le Comité international de la Croix-Rouge à différentes tâches de caractère humanitaire telles que l'échange des prisonniers, la fourniture de convois non militaires et la recherche des corps des soldats tués au cours des hostilités du mois d'octobre.

67. Une autre caractéristique importante de la FUNU est l'étendue de sa base de recrutement sur le plan géographique. Que des unités venues de régions et d'horizons culturels aussi différents aient pu travailler harmonieusement et efficacement pour la cause commune de la paix, voilà qui est des plus encourageant pour l'avenir.

68. Bien que le calme règne actuellement dans le secteur Egypte-Israël, la situation dans la région demeure instable et potentiellement dangereuse. Le dégagement des forces égyptiennes et israéliennes n'est qu'un premier pas, très important certes, vers le règlement du problème du Moyen-Orient. La poursuite des opérations de la Force d'urgence est essentielle non seulement pour le maintien du calme actuel dans le secteur Egypte-Israël, mais aussi pour qu'il soit possible de contribuer, si cela est nécessaire, à des efforts ultérieurs en vue de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Je juge donc nécessaire de recommander que le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la Force d'urgence des Nations Unies pour une nouvelle période de six mois.

69. En dépit des modifications qui se sont produites depuis la création de la Force, je pense que le mandat initial tel qu'il a été approuvé par le Conseil de sécurité, sur la base de mon rapport en date du 27 octobre 1973 (S/11052/Rev.1), continue, de manière générale, à couvrir adéquatement les activités dont s'acquitte actuellement la Force d'urgence. Bien entendu, je continuerai à faire part au Conseil de sécurité de tout ce qui serait de nature à altérer le caractère de la Force ou à lui ôter de son efficacité.

70. J'espère qu'à la suite de mesures que j'ai prises récemment il sera possible de ne pas dépasser le chiffre de 7 000 proposé à l'origine pour l'effectif de la FUNU. Compte tenu de la situation actuelle et sous réserve que ne survienne aucun fait nouveau qui contraindrait à entreprendre inopinément des tâches de grande envergure, je ne pense pas qu'il sera nécessaire d'augmenter l'effectif de la FUNU. Je contrôlerai en permanence l'importance des effectifs nécessaires à la Force afin de réduire les dépenses et de réaliser des économies chaque fois que cela sera possible. Il est bien entendu que le Conseil de sécurité sera saisi de tout projet de modification sur ce point.

71. Au sujet des effectifs et de la composition de la Force se sont posés deux problèmes qu'il importe de résoudre d'urgence. L'un concerne le taux du remboursement aux gouvernements qui ont fourni des troupes à l'Organisation des Nations Unies pour les dépenses qu'ils ont engagées de ce chef. L'autre a trait à la liberté de mouvement de tous les contingents dans la zone d'opérations de la Force. Le Conseil de sécurité peut être assuré que je suis de près ces deux questions et que je continuerai à faire tous mes efforts pour les résoudre d'une manière satisfaisante.

72. Le financement de la FUNU pose un problème auquel j'ai accordé une grande attention et je n'épargnerai aucun effort pour faire en sorte que la Force exerce ses activités d'une manière aussi peu dispendieuse que possible sans que son efficacité en soit restreinte pour autant. Il va de soi que le besoin évident d'une gestion économe doit céder le pas à la nécessité d'administrer et d'appuyer la Force d'une façon qui soit à la mesure de l'importance de sa tâche et des conditions difficiles dans lesquelles elle est appelée à s'en acquitter.

73. En terminant le présent rapport, je tiens à exprimer ma gratitude aux gouvernements qui ont fourni des troupes à la Force d'urgence des Nations Unies. Ma gratitude va également aux nombreux gouvernements qui, d'une manière ou d'une autre, ont fourni une assistance à l'Organisation des Nations Unies pour faciliter la constitution de la Force, notamment aux gouvernements qui ont fourni à l'ONU le transport aérien gratuit pour l'acheminement des contingents jusqu'à la zone où devait s'exercer la mission ou qui ont versé des contributions volontaires d'un montant supérieur à leurs quotes-parts.

74. Je tiens également, à cette occasion, à rendre hommage au Commandant de la Force, le général Ensio Siilasvuo, à ses officiers et hommes de troupe et à son personnel civil, ainsi qu'aux observateurs militaires de l'ONUST qui coopèrent avec la FUNU et l'aident dans l'exécution de sa mission, pour la manière exemplaire dont ils se sont acquittés de leurs fonctions importantes et difficiles.